



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 160 OCTOBRE - NOVEMBRE 2002 - 4 € ISSN 0989-3237

2002-2007 : ÉCHEC INTERDIT

par **Jacques ROUGEOT**, professeur à la Sorbonne

Le printemps 2002 nous a offert une représentation luxuriante de ce que pouvait être la comédie humaine en matière politique. Rien n'y a manqué : rebondissements, coups de théâtre, ironie du destin, épisodes burlesques (avec la bande à Jospin dans le rôle de l'arroseur arrosé), trahisons, coups de poignard, etc. Et pour finir, applaudissements nourris pour saluer la fin heureuse. Rideau.

Mais la comparaison avec le théâtre a ses limites. D'abord, dans la réalité, les spectateurs sont en même temps des acteurs. Pour notre part, nous nous sommes engagés avec vigueur et (faut-il le dire ?) nous ne regrettons ni nos choix ni nos peines. Et puis -différence essentielle avec la scène- l'action dans la vie ne s'arrête jamais. A peine le rideau est-il tombé que nous voilà embarqués pour de nouvelles aventures. Nous en sommes là maintenant. Notre euphorie printanière n'était légitime que dans la mesure où elle nous permettait de reprendre des forces. Aujourd'hui, ce qui est à l'ordre du jour, c'est le sérieux, voire la gravité.

Chacun sent bien, en effet, que nous ne sommes pas simplement en train de faire étape dans l'un de ces quelconques relais de poste qui jalonnent un itinéraire tout tracé. Le chemin qui nous attend n'est nullement dans le prolongement de celui d'hier, il est plein d'embûches, prévisibles ou inattendues. Les Français, dans leur majorité, font confiance à Jacques Chirac et à son gouvernement pour nous conduire dans la bonne voie, mais beaucoup perçoivent en même temps que, si la chance que nous offrent les cinq prochaines années était perdue, les conséquences seraient si rudes pour notre pays que nous ne serions pas près d'en retrouver une semblable.

UNE ESPÉRANCE EXIGEANTE

Cette confiance dont bénéficient le président et le gouvernement est un atout considérable. Un pays développé comme la France au XXI^e siècle est une mécanique si complexe qu'elle ne fonctionne bien que si tous les facteurs de réussite sont présents, en particulier les facteurs psychologiques, irrationnels, qui sont à la fois nécessaires et

fragiles. Pour l'heure, le pouvoir politique ne subit pas de blocage important en la matière. Il profite évidemment de la faiblesse actuelle de l'opposition de gauche, provisoirement assommée et désorganisée, mais il tire surtout sa force principale de l'adhésion des Français qui l'ont élu et de la neutralité bienveillante d'un certain nombre d'autres qui, sans l'avouer ouvertement, ne sont pas en désaccord profond avec les objectifs poursuivis.

Il est donc essentiel de conserver et, si possible, de renforcer cette adhésion des partisans naturels de la majorité actuelle. Une expérience constante montre qu'aucun pouvoir ne peut se maintenir s'il perd le soutien de ses piliers les plus solides : c'est une sorte de loi de physique politique. Elle s'impose d'autant plus dans le cas présent qu'il ne s'agit pas d'adopter une position symétrique de celle de Mitterrand en 1981, lequel se présentait comme l'instrument de la revanche du «peuple de gauche». Il n'y a pas de «peuple de droite» qui bénéficierait des faveurs gouvernementales au détriment des autres Français. Il y a une nation dont tous les membres partagent le destin. C'est bien dans cet esprit que Jacques Chirac a conçu son programme et c'est bien sur ces bases qu'il a été élu. L'application de ce programme est de nature à redonner à la France sa vigueur et à rétablir la paix intérieure. Il a été soutenu par ceux qui n'ont une mentalité ni d'assistés permanents ni de victimes passives de l'insécurité.

Ce soutien nécessaire n'est pourtant pas acquis une fois pour toutes. La plupart des électeurs de droite ont le sentiment, pas toujours injustifié, que leurs élus, arrivés au pouvoir, sont assez loin d'avoir, dans le passé, respecté les engagements qu'ils avaient pris en tant que candidats et que la politique appliquée n'était guère qu'une politique de gauche édulcorée. Au printemps dernier, ils ont pensé que quelque chose avait changé et qu'on allait sortir de cette mécanique déprimante. Ils ont encore fait un acte de confiance, presque un acte de foi. Mais leur confiance reste circonspecte : chat échaudé craint l'eau froide.

Le gouvernement sera inmanquablement soumis à de fortes pressions qui l'inciteront, au nom des fameux «droits

acquis», à ménager les multiples féodalités qui divisent et qui paralysent notre pays. Il lui faudra faire preuve de courage pour y résister. Le principal danger, pour lui, ne viendra d'ailleurs pas de ce côté-là. Ce qu'il a le plus à redouter, ce serait de perdre le soutien des forces vives qui l'ont élu. Celles-ci ne lui reprocheront pas de ne pas faire de miracles. Elles attendent simplement que le cap soit maintenu et que l'esprit du printemps 2002 continue à inspirer l'action du gouvernement. Si l'on avait le sentiment qu'il n'en est pas ainsi, la déception, qui serait d'ordre sentimental autant qu'intellectuel et matériel, risquerait d'avoir des conséquences néfastes et durables.

UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Dans la réussite du quinquennat qui commence, c'est la responsabilité du pouvoir politique qui apparaît en pleine lumière, puisque celui-ci est constamment sur le devant de la scène. Circonstance aggravante pour lui : il détient tous les pouvoirs à l'échelon national avec une ampleur qui semble lui permettre une pleine liberté d'action.

Pour autant, il n'est pas seul en cause. Il est grand temps que certains abandonnent cette vision simpliste, trop répandue dans les milieux de droite, selon laquelle il y aurait d'un côté les acteurs de la vie politique, les détenteurs du pouvoir, supportant totalement la charge de la chose publique, et de l'autre les spectateurs, les simples citoyens, qui s'occuperaient strictement de leurs affaires privées, qui, par un vote occasionnel, se déchargeraient sur leurs élus des affaires de la France et qui n'auraient d'autre fonction que de jeter un regard critique, voire dénigrant, sur ce qui se fait, et surtout sur ce qui ne se fait pas, au sommet de l'Etat.

En vérité, nous sommes tous embarqués dans le même bateau. On entend souvent dire d'un ton amèrement hautain : «Est-ce qu'«ils» valent la peine que je fasse des efforts pour eux ?», avec l'emploi de ce «ils» vague et indéfini pour désigner une catégorie de personnes peu honorables. Réflexion puérile et de mauvais aloi de la part de gens qui ne se rendent pas compte qu'ils sont partie prenante dans le destin de la France et non des clients, au sens romain du terme, qui serviraient leur patron dans la mesure où ils y trouveraient un avantage.

Le sens que nous devons avoir de notre responsabilité se manifeste de bien des façons, mais en particulier dans le domaine politique, par notre attitude envers le pouvoir politique que nous avons choisi.

Nous devons d'abord renoncer à porter sur l'action du gouvernement un regard myope et à nous complaire dans des sensations épidermiques. Oui, nous pouvons à coup sûr nous attendre que, sur tel point qui nous tient à cœur, les mesures prises ne soient pas celles que nous aurions souhaitées. Mais nous ne devons pas en prendre prétexte pour rejeter toute la politique gouvernementale. Seule une appréciation globale est pertinente en la matière. D'ailleurs, si nous nous reportons à une époque du passé à laquelle nous pensons avec nostalgie, en trouverons-nous une seule où toutes les mesures prises recueillent notre approbation ?

La politique est le domaine du relatif, non de l'absolu. C'est ce qui nous conduit à apprécier l'action menée non en fonction d'un idéal théorique, mais par comparaison avec telle autre action qui serait vraisemblablement menée si une autre majorité était au pouvoir. En tant que citoyens, nous

disposons non pas d'une toute-puissance divine, mais d'une possibilité de choix entre deux orientations qui se proposent à nous. Dans les circonstances présentes, pouvons-nous vraiment hésiter ?

Enfin, si nous avons une si haute idée de notre jugement politique, ne nous contentons pas d'édicter ce qui est souhaitable, demandons-nous aussi ce qui est possible. Il ne suffit pas que le président ou le premier ministre claquent dans leurs doigts pour que tous les obstacles s'aplanissent. Les forces de résistance demeurent nombreuses et puissantes.

Voilà quelques règles très simples d'hygiène intellectuelle qui pourraient guider une réflexion de bonne foi en matière politique.

LA STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT

Cette réflexion peut s'appliquer d'abord à la stratégie choisie par le gouvernement, et, en particulier, au rythme d'application de la nouvelle politique. Bien entendu, les partisans les plus zélés de la nouvelle majorité sont souvent les plus impatientes. Ils trouvent que les changements ne sont ni assez radicaux, ni assez rapides. Ils citent par exemple la loi sur les trente-cinq heures, qui est en effet l'un des boulets les plus pesants que la gauche ait riviés aux chevilles de l'économie française. Pourtant, elle n'est pas abrogée, elle est simplement aménagée et il est fait appel, pour son application, à la méthode de la discussion entre les partenaires sociaux, ce qui ne peut manquer de prendre un certain temps. Comment s'explique le choix du gouvernement ?

Après la victoire de la droite aux élections du printemps et compte tenu de l'existence d'une majorité parlementaire massive, homogène et, en principe, durable, deux voies s'ouvrent au nouveau pouvoir. La première s'inspire des conseils donnés par Machiavel (ce nom ne doit pas être considéré comme répulsif). Elle part de l'idée que c'est sur la lancée de sa victoire que le pouvoir qui s'installe est le plus puissant. Il doit donc profiter de l'affaiblissement de toute opposition pour porter des coups décisifs à ses adversaires et pour prendre les mesures contraignantes et éventuellement impopulaires qu'il estime nécessaires à l'application de sa politique. Idée séduisante, plutôt réaliste que vraiment cynique, rarement exprimée par des voix officielles mais très en faveur dans les troupes de choc qui ont fortement contribué à la victoire de la nouvelle majorité. Pourtant, il est évident que ce n'est pas celle qui inspire le pouvoir actuel. Pourquoi celui-ci prend-il le risque de décevoir certains de ses partisans ?

Bien entendu, les raisons ouvertement invoquées ne manquent pas de faire appel aux grands principes et aux bons sentiments : au nom de la démocratie, il faut dialoguer, être «à l'écoute», respecter «l'autre», y compris l'adversaire, etc. Ces raisons sont sans doute sincères, mais elles ne sont pas les seules. Il en est d'autres qui relèvent de la froide analyse politique. La principale est que la France du XXI^e siècle n'est pas la Florence de la Renaissance, où le pouvoir se prenait principalement à la pointe de la dague et où l'affaire se réglait entre un petit nombre de personnes. Ici et maintenant, les conditions de prise et de conservation du pouvoir sont radicalement différentes et le machiavélisme primaire ne suffit plus.

La France d'aujourd'hui, comme tous les grands pays développés, est une mécanique extrêmement complexe qui ne se dirige pas par la méthode presse-bouton. Pour qu'une impulsion venue d'en-haut produise ses effets, il faut qu'elle soit bien adaptée au milieu auquel elle s'applique, qu'elle remplisse un certain nombre de conditions, tant psychologiques que pratiques. Il ne faut pas, en tout cas, qu'elle suscite une réaction de rejet trop puissante. Le pouvoir politique n'a que rarement les moyens de passer en force.

Qui plus est, l'un des aspects de la fameuse exception française est bien une certaine inertie de la société. L'emprise socialiste, qui a presque constamment pesé sur notre pays depuis plus de vingt ans, a développé jusqu'à la caricature les effets pervers de tendances dont certaines existaient depuis longtemps. Les sacro-saints droits acquis peuvent rappeler les multiples privilèges dont bénéficiaient toutes sortes de catégories sociales sous l'Ancien régime. Louis XIV essayait de se battre contre la multiplication des fêtes chômées qui, à certains égards, préfiguraient le chancre économique que constitue la RTT avec les trente-cinq heures hebdomadaires. Le colbertisme, qui a généralement mauvaise presse parmi les économistes, n'a pas été inventé par les jacobins et, après tout, il n'a pas entraîné uniquement des échecs. L'adjectif «public» conserve encore un certain lustre, immérité peut-être, mais qui rejaillit favorablement sur la «fonction publique» ou sur les «services publics», surtout si l'on ajoute «à la française».

Que toutes les traditions ne soient pas vénérables et qu'il faille faire sauter certains verrous de blocage, c'est bien certain. Mais il y a là, pour le moment, une réalité massive qu'on ne peut pas affecter d'ignorer. En théorie, avec la majorité dont il dispose au parlement, le gouvernement peut faire voter n'importe quelle loi. En pratique, son pouvoir légal se heurte à tant de pouvoirs de fait que le plus beau texte du monde peut fort bien rester lettre morte, surtout si, autre particularité française, il se heurte à l'opposition de la rue sous forme de manifestations de masse.

Voilà certainement ce que le nouveau pouvoir a pris en compte pour élaborer sa stratégie. Aux facteurs négatifs que constituent les obstacles s'ajoute le facteur positif de la durée. Pour la première fois depuis longtemps, la droite peut compter, à moins de grave accident de parcours, sur une stabilité de cinq années pendant lesquelles elle détiendra l'Elysée, le parlement et Matignon. Une telle situation permet raisonnablement de programmer une action échelonnée, sans avoir l'épée dans les reins.

D'ailleurs, il serait faux de croire que le gouvernement est systématiquement attentiste. Il prend des initiatives spectaculaires là où il estime que la voie est dégagée. Dans deux domaines, il sait qu'il peut compter sur un soutien puissant de l'opinion s'il fait preuve de fermeté : ce sont la sécurité et la justice. Dans un troisième, il profite plutôt d'un certain flou qui ne se prête pas à la cristallisation d'un front uni d'opposition. Il s'agit de la décentralisation, terme qui ne présente pas un sens absolu et sur lequel on ne peut porter un jugement qu'en fonction du contenu précis que l'on y met. La notion, assez malléable, doit cependant être maniée avec précaution, ce que fait Jean-Pierre Raffarin qui, tout en mettant en avant la libération des forces vives au plus près du terrain sur lequel elles s'exercent, ne manque pas d'insister sur le maintien de l'unité nationale par le contrôle

de l'Etat et d'affirmer qu'il ne s'agit en aucun cas de s'engager dans la voie du fédéralisme.

JACQUES CHIRAC : UN PRÉSIDENT GAULLIEN

Contrairement à ce qu'enseigne le marxisme, les événements historiques ne résultent pas seulement du jeu des forces économiques et sociales. L'action d'une personnalité particulière peut, dans certaines circonstances, peser lourd dans l'actualité politique. Nous vivons en France l'un de ces moments, et il ne semble pas qu'on en ait généralement pris la mesure. En fait, le rôle que joue et qu'entend jouer Jacques Chirac est aujourd'hui un facteur déterminant de la politique de la France.

Il ne fait pas de doute que la façon dont Jacques Chirac conçoit et exerce son rôle de chef de l'Etat a sensiblement évolué, au point qu'on peut parler d'une sorte de mutation, préparée pendant les épreuves de la cohabitation, visible pendant la campagne électorale, accomplie depuis le début du quinquennat. L'adjectif «gaullien» est souvent galvaudé dans les commentaires politiques (on en a souvent gratifié le hâbleur Chevènement) mais, chose curieuse, on ne l'emploie guère à propos de Jacques Chirac, alors qu'aujourd'hui il ne devrait pas manquer de venir spontanément à l'esprit. Il est vrai qu'il a longtemps été de bon ton de présenter le président de la République comme un héritier indigne, voire comme le fossoyeur du gaullisme.

Pourtant, gaullien est bien le terme qui convient pour qualifier le style d'exercice du pouvoir présidentiel. Le général de Gaulle, contrairement à ce qu'on croit souvent, laissait toute liberté au gouvernement, sous l'autorité du premier ministre, pour gérer les affaires qui ne relevaient pas du «domaine réservé». Ses successeurs sont intervenus de beaucoup plus près dans l'activité gouvernementale, y compris Jacques Chirac de 1995 à 1997. Aujourd'hui, il est revenu à la pratique du fondateur de la V^e République.

Ce changement de style est beaucoup plus qu'un changement de forme. Il est évident que le président s'est réservé les domaines régaliens : la sécurité (avec la justice) et surtout la défense et les affaires étrangères, où il tient lui-même les manettes. L'augmentation sensible du budget de la défense, scandaleusement et dangereusement asséché par les socialistes, est un signe parfaitement clair, surtout si on le compare à la stagnation des crédits de l'éducation nationale, cette vache sacrée boulimique que les gouvernements précédents se vantaient d'engraisser en priorité.

Le président considère assurément que le monde d'aujourd'hui est exposé à de très graves dangers et que nous sommes peut-être en train de vivre, en particulier avec le terrorisme, les débuts d'une troisième guerre mondiale d'un nouveau genre, une sorte de guerre de cent ans sans cesse renaissante. Il estime aussi que la France a un rôle irremplaçable à jouer, à la fois chance pour elle-même et chance pour l'équilibre mondial. Ainsi s'expliquent ses initiatives les plus marquantes. Vis-à-vis de l'Europe, il continue à prodiguer les signes extérieurs de respect aux instances communautaires, mais en fait il s'affranchit de leurs exigences rigides et «stupides» (dixit Romano Prodi), si l'intérêt de la France l'exige. Sur le plan diplomatique, il prend des positions tranchées sans se demander s'il est régulièrement mandaté par Dieu sait quel conseil ou

commission. Le beau de l'affaire est que personne d'autre non plus ne songe à se poser la question.

Vis-à-vis des Etats-Unis, tout en se tenant très éloigné d'un anti-américanisme teigneux et mesquin qui ferait penser à un roquet aboyant à distance contre un molosse, le président français, avec un mélange de diplomatie et de fermeté inébranlable, a suscité l'existence à l'échelle mondiale d'un autre pôle qu'il a tout naturellement incarné et auquel se sont ralliées bien des nations flottantes. Étonnant résultat, et bien dans la tradition gaullienne, quand on pense que, il y a peu, la France était inexistante ou brocardée sur la scène internationale. Résultat reposant sur un équilibre savant, mais qui ne fait aucune place à l'équivoque, puisque le président de la République, sachant bien qu'il ne saurait acheter une très hypothétique tranquillité à l'intérieur au prix d'une attitude de compromission à l'extérieur, a réaffirmé sa détermination à combattre le terrorisme sans répit et à ôter à Saddam Hussein, de préférence de manière pacifique, mais au besoin par la force, les moyens de mettre en péril la paix relative d'une région toujours au bord de l'explosion. D'autres initiatives s'inscrivent dans cette même ligne d'action : c'est ainsi que la présence de Jacques Chirac et son intense activité diplomatique ont fait du sommet de la francophonie tenu à Beyrouth un événement politique de grande ampleur, alors que ce genre de manifestation ne servait traditionnellement qu'à échanger d'aimables et vaines généralités.

Ainsi, Jacques Chirac se voit non comme un membre du personnel politique français, mais comme un personnage d'une tout autre dimension qui veut laisser sa marque sur l'histoire de la France, donc du monde : père de la nation à l'intérieur et, à l'extérieur, chef d'un pays solide, rayonnant et influent mais non menaçant, porteur de sagesse dans un monde qui s'affole. L'ambition est belle et ardue, mais non utopique. Aura-t-il assez de cinq années pour la réaliser pleinement ?

LA RÉUSSITE,

UN DEVOIR CIVIQUE

Nous connaissons bien les faiblesses de la France. Nous savons que le régime socialiste a détendu tous les ressorts et qu'il a laissé toutes sortes de bombes à retardement, par incurie ou par perversité. Mais il est vrai que la France dispose d'atouts politiques comme elle n'en a pas eu depuis longtemps. Si nous échouons, ce sera notre faute, collectivement, et la punition aussi sera collective.

Le devoir, c'est de respecter le pacte de confiance entre le pouvoir et les citoyens, pacte fondé sur la bonne foi et sur la volonté commune de servir la France.

Mais nous avons en nous nos démons qui sont constamment à l'oeuvre pour nous faire échouer. Du côté des citoyens, ces démons s'appellent impatience, légèreté, récriminations, divisions, esprit de critique systématique tenant lieu de véritable esprit critique. Du côté du gouvernement, les démons sont nichés dans la stratégie qu'il a choisie. Il ne faut pas que cette stratégie fondée sur la durée s'effiloche au fil des jours en inertie. Il faut qu'elle ait pour effet d'affaiblir les résistances et d'aplanir les obstacles, et non de reporter indéfiniment le moment de l'action. Il faut qu'elle vise à gagner les bonnes volontés pour trancher dans les meilleures conditions, et non à réaliser une unanimité de façade sur des positions minimales. Il est nécessaire également, à la fois par souci d'efficacité et pour gonfler le moral des troupes, que le pouvoir fasse voir des marques de sa patiente détermination en confiant les principaux leviers d'exécution à des gens qui méritent sa confiance.

Le terrain politique paraît dégagé, mais il ne le sera pas éternellement. La gauche est affaiblie, mais pas plus qu'en 1993. Quatre ans après... Quant au terrain médiatique, il ne donne pas le moindre signe d'amélioration. De rudes chantiers nous attendent encore. Le temps n'est pas venu de l'angélisme ni du relâchement.

Nous tenons en main de bonnes cartes, mais nous avons le devoir de bien les jouer, car nous n'en avons pas de rechange.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE

Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

Nom Prénom..... **Demande d'adhésion**

Adresse

Code postal Ville Courriel @.....

je désire soutenir financièrement les campagnes du M.I.L. et verse : 100 € ou plus 50 € 30 € 20 €

je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois Perret tél. 01 47 57 34 44 Fax 01 47 57 34 24 Courriel : m.i.l@noos.fr

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.